



LE CENTRE D'EXCELLENCE  
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE  
for CRVS Systems

# APERÇU

DES SYSTÈMES D'ENREGISTREMENT ET DE STATISTIQUES DE L'ÉTAT CIVIL DE LA

# RÉPUBLIQUE D'ANGOLA



CEA

## Information sur le programme

### Au sujet du Centre d'excellence sur les systèmes ESEC

Hébergé au Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) est un centre international de savoir et de ressources qui appuie activement les efforts nationaux visant à élaborer des systèmes ESEC efficaces et intégrés. Le Centre collabore avec des organisations et des experts, afin de faciliter l'accès à l'information et à l'expertise, notamment aux normes, aux outils, aux données de recherche et aux bonnes pratiques à l'échelle mondiale.

Le Centre d'excellence a été créé grâce à la contribution financière d'Affaires mondiales Canada et du CRDI, et apporte lui-même une contribution directe au travail du Mécanisme de financement mondial, une importante plateforme de financement de la Stratégie mondiale pour la santé de la femme, de l'enfant et de l'adolescent du Secrétaire général des Nations Unies.

### Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Dans le cadre des activités du Canada dans les secteurs des affaires étrangères et du développement, le CRDI investit dans le savoir, l'innovation et les solutions afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays en développement. Le CRDI collabore avec de nombreuses parties prenantes, notamment des organisations de la société civile, des instituts de recherche sur les politiques publiques, des organismes régionaux et des services gouvernementaux afin d'encourager la croissance, de réduire la pauvreté et de susciter des changements positifs à grande échelle.

---

Publié par le Centre d'excellence sur les systèmes d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC), en partenariat avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CENUA). Ce document a été rédigé par Hosea Mitala pour le Centre d'excellence sur les systèmes ESEC et la CENUA.

### Remerciements

L'élaboration de cet aperçu n'aurait pas été possible sans la coopération et le soutien de la direction et du personnel de la Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires, notamment Carlos Cavuquila, Israel Nambi, João Paulo Montes et Edgar Fuma, qui ont fourni des renseignements précieux et ont pris le temps de se réunir malgré leur emploi du temps chargé.

Centre de recherches pour le développement international  
CP 8500  
Ottawa (Ontario) Canada  
Courriel : [esec@crdi.ca](mailto:esec@crdi.ca)  
[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)

© Centre de recherches pour le développement international 2021

Cette publication a été rendue possible grâce au soutien technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Les opinions qui y sont exprimées ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

Veuillez visiter [systemesESEC.ca/aperçus-de-pays](http://systemesESEC.ca/aperçus-de-pays) pour voir la version la plus récente de ce profil ou pour consulter les profils publiés d'autres pays.



## Table des matières

Information sur le programme .....	ii
Introduction .....	2
Bref profil du pays .....	2
Ampleur des systèmes ESEC .....	3
Système d'enregistrement des faits d'état civil .....	4
Cadre législatif .....	4
Gestion, organisation et fonctionnement .....	5
Système de statistiques de l'état civil .....	10
Statistiques de l'état civil .....	10
Causes de décès .....	10
Numérisation .....	12
Informatisation .....	12
Échange avec les autres secteurs et activités .....	13
Initiatives d'amélioration et soutien externe .....	13
Plan d'amélioration et budget .....	13
Conclusion .....	14
Ressources .....	15
Sites Web .....	15
Documents supplémentaires .....	15
Notes .....	16

## Introduction

Le présent rapport vise à donner un aperçu du système d'enregistrement et de statistiques de l'état civil (ESEC) de la République d'Angola.

Les informations ont été recueillies par le biais d'un questionnaire rempli par le ministère de la Justice et des Droits de la personne, coordonné par la Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires, en mars 2021 et complétées par une étude documentaire des documents disponibles.

Le rapport présente, entre autres, les éléments suivants :

- de l'information générale sur le pays;
- une sélection d'indicateurs pertinents pour l'amélioration des processus du système ESEC;
- les activités des parties prenantes;
- les ressources disponibles et nécessaires pour renforcer les systèmes ESEC.

Le rapport servira également d'outil de référence important pour les initiatives d'amélioration d'autres pays.

## Bref profil du pays

La République d'Angola est située sur la côte ouest de l'Afrique australe. Il s'agit du septième plus grand pays d'Afrique et il est bordé par la Namibie au sud, la République démocratique du Congo au nord, la Zambie à l'est et l'océan Atlantique à l'ouest. L'Angola possède une province exclavée, la province de Cabinda, qui borde la République du Congo et la République démocratique du Congo.

L'Angola est divisé en 18 provinces (*provincias*) et 162 municipalités. Les municipalités sont ensuite divisées en 559 communes (cantons). La population est passée de 11,85 millions en 1990 à 16,40 millions en 2000, à 23,36 millions en 2010 et à 30,81 millions en 2018.



*Avertissement : Les frontières, ainsi que les noms et désignations employés sur cette carte n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation de la part des Nations Unies.*

- Superficie : 1 246 700 km<sup>2</sup>
- Population : projection de 32 097 671 (2021), avec un taux de croissance annuel de 3,3 pour cent<sup>1</sup>
- Capitale : Luanda
- Langue officielle de travail : portugais; langues nationales : Chokwe, Kikongo, Kimbundu, Umbundu
- Ministère responsable de l'état civil : Ministère de la Justice et des Droits de la personne
- Organisme d'état civil : Direction nationale de l'identification, des registres d'état civil et des notaires
- Office national des statistiques : Institut national des statistiques (INE)



## Ampleur des systèmes ESEC

### Naissances

Exhaustivité de l'enregistrement des naissances	77 % (2020)
Enfants de moins de 5 ans dont la naissance a été déclarée comme ayant été enregistrée	25 % (2016) <sup>2</sup>
Proportion des naissances avec l'assistance d'un professionnel de la santé qualifié	50 % (2017) <sup>3</sup>
Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont reçu des soins prénataux par un prestataire de soins de santé qualifié	61 % (2016) <sup>4</sup>
Taux de couverture vaccinale du DTC1 chez les enfants d'un an <sup>5</sup>	50 % (2018) <sup>6</sup>
Taux brut de natalité (par 1 000 habitants)	40,73 (2018) <sup>7</sup>
Taux de fécondité total (nombre de naissances vivantes par femme)	5,5 (2018) <sup>8</sup>
Taux de fécondité chez les adolescentes (par 1 000 adolescentes âgées de 15 à 19 ans)	148 (2018) <sup>9</sup>
Pourcentage de la population de moins de 15 ans	3,53 % (2020)
Accouchements en établissement pourcentage d'accouchements dans un établissement de santé	Non disponible

### Décès

Exhaustivité de l'enregistrement des décès	0,2 % (2020)
Taux brut de mortalité (par 1 000 habitants)	7,8 (2020) <sup>10</sup>
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	50 (2019) <sup>11</sup>
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	75 (2019) <sup>12</sup>
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)	241 (2019) <sup>13</sup>

### Mariages et divorces

Taux d'enregistrement des mariages	6,54 % (2020)
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 15 ans	Non disponible
Proportion de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou en couple avant l'âge de 18 ans	30 % (2016) <sup>14</sup>
Taux d'enregistrement des divorces	Non disponible

### Statistiques de l'état civil, y compris les données sur les causes de décès

Compilation et diffusion des statistiques de l'état civil fondées sur l'enregistrement	Non disponible
Causes de décès attestées par un médecin	Non disponible



## Système d'enregistrement des faits d'état civil

Au moment de l'indépendance nationale en 1975, l'Angola a hérité d'un système d'enregistrement des faits d'état civil sous-développé, basé sur un code de l'état civil largement dépassé. Peu après l'indépendance, une guerre civile a éclaté.

En 2002, l'Angola a mis fin à quatre décennies d'un conflit qui a eu de profondes répercussions sur la population : on estime qu'un million de personnes ont été tuées et qu'un tiers de la population a été déplacé. Depuis lors, l'Angola a fait des progrès considérables dans la reconstruction de ses infrastructures physiques. La Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires met en œuvre le programme de registre civil et de distribution de cartes d'identité, qui compte environ 203 unités et 1 020 postes de collecte; au niveau national, environ 1 200 unités sont déployées. Le programme a été récemment renforcé par des postes fixes, avec du nouveau matériel informatique et de nouveaux registres d'état civil pour garantir un travail efficace.

Le projet *Born with Registration* (né avec l'enregistrement), qui vise à faire en sorte que toutes les maternités du pays disposent de services d'état civil, prend de l'ampleur.

Au total, 1 901 202 naissances ont été enregistrées dans le système national d'état civil en 2020. Ce nombre a été atteint selon le *Programa de Massificação Registode Nascimento e Atribuição do Bilhete de Identidade* (Programme d'enregistrement universel des naissances et de la carte d'identité), qui fait partie de la carte d'identité en cours depuis novembre 2019.

## Cadre législatif

L'enregistrement des faits d'état civil en Angola est régi par la législation suivante :

- *Décret-loi c 47678, Code de l'enregistrement des faits d'état civil du 5 mai 1967;*
- *Loi n° 6/15 du 8 mai : Loi de simplification de l'enregistrement civil des naissances, Loi de révision n° 4/2021;*
- *Loi n° 1/88 du 20 février : Code de la famille;*
- *Décret présidentiel n° 105/16 du 20 mai : sur la réglementation de la loi n° 6/15 du 8 mai 2007;*
- *Décret présidentiel n° 301/19 du 16 octobre : Uniformise et simplifie les tarifs. L'objectif du nouveau statut est d'uniformiser et de simplifier les droits et d'approuver les barèmes des droits et redevances exigibles pour les services fournis par lesdites entités publiques. Ce statut est entré en vigueur le 16 octobre 2019;*
- *Décret présidentiel n° 36/15 du 30 janvier : sur le régime juridique de l'union de fait, un acte qui légalise l'union de deux personnes de sexe opposé qui cohabitent depuis plus de trois ans.*

Dans le cadre du Plan national de développement 2012-2017 du pays, le gouvernement s'est engagé à fournir « Une protection complète des droits de l'enfant en vue de la jouissance pleine, effective et permanente des principes reconnus dans la législation nationale et dans les traités internationaux dont le pays est signataire, en établissant un Agenda efficace pour la défense des droits de l'enfant. »<sup>15</sup>

En 2013, le décret présidentiel n° 80/13 a garanti la gratuité de l'enregistrement pour tous les citoyens angolais jusqu'en 2016.<sup>16</sup> C'est sur cette base que le programme d'enregistrement universel des naissances et de délivrance de cartes d'identité a été lancé la même année. Il visait à augmenter l'enregistrement et à diminuer l'arriéré de citoyens

sans papiers en fournissant un enregistrement gratuit et des cartes d'identité pour tous, et à assurer l'enregistrement de tous les Angolais non enregistrés (estimés à 8 millions) avant le 31 décembre 2016.<sup>17</sup>

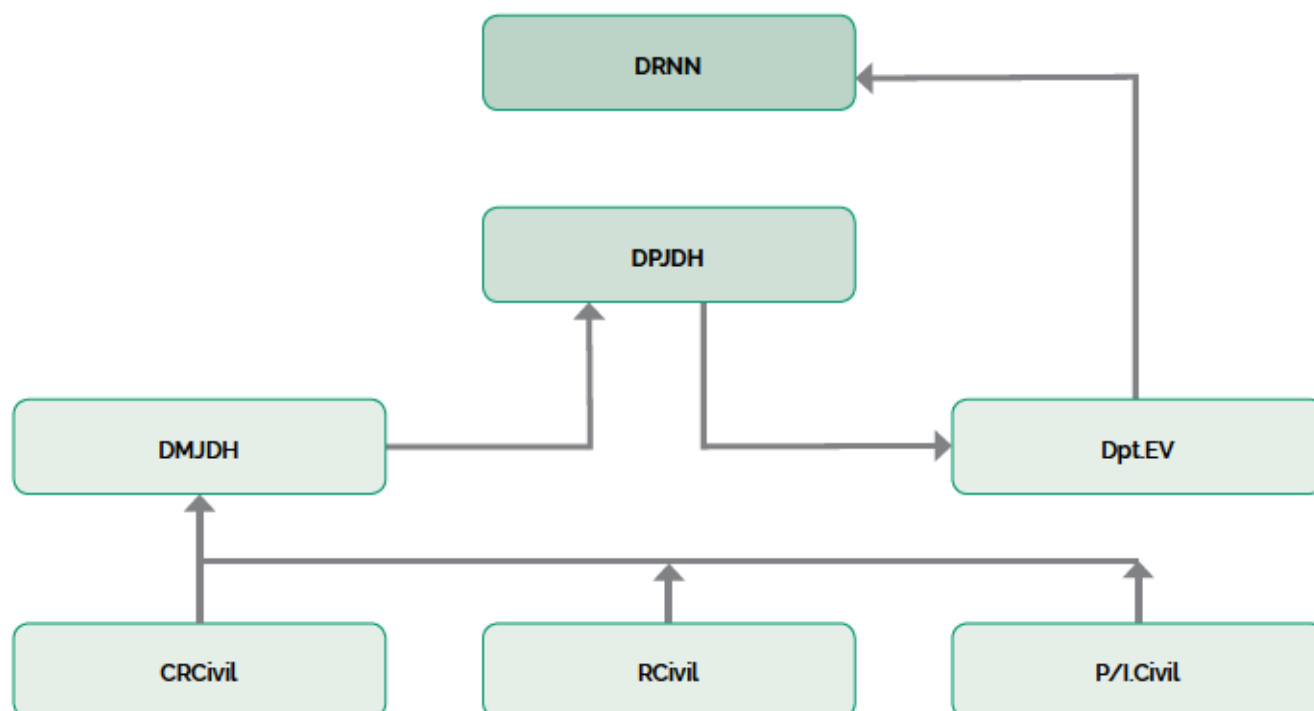
## Gestion, organisation et fonctionnement

Voici les ministères responsables de l'enregistrement des faits d'état civil et de l'identification :

- Ministère de la Justice et des Droits de la personne;
- Ministère de la Santé;
- Ministère de l'Économie et de la Planification (Institut national des statistiques).

Le ministère de la Justice et des Droits de la personne est le seul organisme responsable de l'organisation, de la production, du traitement et de la fourniture des services d'état civil. La Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires (DRNN) est responsable de la supervision de l'enregistrement civil et de l'identification au niveau national/central. La Délégation provinciale de la justice et des droits de la personne (DPJDH) opère au niveau provincial. La Délégation municipale de la justice et des droits de l'homme (DMJDH) se situe au niveau municipal; elle supervise le Bureau de l'état civil (CRCivil), le Service de l'état civil (RCivil), le Département des statistiques de l'état civil (Dpt.EV), et le Poste d'identification civile (P/I.Civil), qui sont basés sur l'unité administrative la plus proche du citoyen.

Figure 1 : Organigramme de l'enregistrement de l'état civil.



L'actuel code de l'état civil stipule l'obligation de communiquer, de déclarer et d'enregistrer les faits d'état civil. Elle garantit les principes d'universalité, de continuité et de permanence des services, définit les fonctions et les compétences du personnel de l'état civil et prévoit la fonction statistique des faits d'état civil.

La loi couvre toutes les zones géographiques du pays, y compris les citoyens et les réfugiés.

### *Mécanismes nationaux de coordination des systèmes ESEC*

Les mécanismes de coordination en Angola sont en cours de formalisation. Un groupe de travail technique multisectoriel est en cours de création, qui comprendra le ministère de la Justice et des Droits de la personne, le ministère de l'Économie et de la Planification et le ministère de la Santé. Un protocole d'accord a été rédigé et attend la signature des principaux ministères.

### *Centres d'enregistrement de niveau administratif*

L'unité administrative la plus basse où l'on trouve des bureaux locaux d'état civil est la paroisse (municipalité). Il existe 335 centres d'enregistrement des faits d'état civil et 3 051 officiers d'état civil en Angola.

### *Accessibilité des services d'enregistrement des faits d'état civil*

La distance moyenne à parcourir pour se rendre dans un bureau d'état civil est de moins de 1 km. La plupart des personnes se rendent à ces centres à pied ou en voiture.

### *Enregistrement des faits d'état civil*

Les faits couverts par le système d'enregistrement de l'état civil sont énumérés dans le tableau 1.

**Tableau 1 : Faits couverts par le système d'état civil.**

Faits d'état civil	Le fait est-il couvert?	Les définitions sont-elles harmonisées avec les définitions proposées par les Nations Unies?
Naissance vivante	Oui	Oui
Décès	Oui	Oui
Mariage	Oui	Oui
Divorce	Oui	Oui
Adoptions	Oui	Oui
Autre :	Union de fait	Oui

Le cadre juridique de l'**enregistrement des naissances** est stipulé dans les documents suivants :

- *Loi 47678 sur le code du registre civil* (5 mai 1967);
- Décret 31/07 (14 mai 2007);
- Décret 80/13 (5 septembre 2013);
- *Loi sur la simplification des naissances*, 2015.

La mère, le père, un parent/soignant, une infirmière, une sage-femme, une accoucheuse traditionnelle et les travailleurs de la santé communautaires sont les déclarants obligatoires pour l'enregistrement des naissances. L'article 120 du Code de l'état civil énumère toute personne autre que la mère ou le père qui est autorisée à déclarer une naissance à l'officier de l'état civil.

Les conditions requises pour l'enregistrement des naissances sont les suivantes :

- Identification du parent de l'enfant;
- Présence des parents au moment de l'enregistrement lorsqu'ils ne sont pas officiellement mariés;



- Lorsque les parents sont officiellement mariés, la présence de l'un d'entre eux avec la documentation des deux est suffisante;
- Déclaration de naissance de l'hôpital (pour obtenir la date de naissance);
- Carte de vaccination (pour obtenir la date de naissance si l'enfant n'est pas né à l'hôpital);
- Nom de l'enfant.

Les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des naissances sont les suivants :

- **Enfant** : nom, sexe, date de naissance, date d'enregistrement, lieu d'occurrence, lieu d'enregistrement, type de naissance (simple ou multiple), accompagnateur à la naissance et type de lieu d'occurrence (hôpital, domicile, etc.);
- **Mère de l'enfant** : lieu de résidence habituelle et profession;
- **Père de l'enfant** : lieu de résidence habituelle et profession.

Un certificat de naissance est requis pour l'éducation, la vaccination, l'identification et les voyages. Le délai d'enregistrement est de 30 jours selon la loi; les enfants âgés de 0 à 5 ans ont droit à un enregistrement gratuit de leur naissance. Un premier acte de naissance est délivré gratuitement et est fourni avec le rapport (*cedula*) lors de l'enregistrement. Les certificats de naissance expirent au bout d'un an à compter de leur délivrance, et l'émission d'un duplicata est payante.

En ce qui concerne l'enregistrement tardif, l'article 121 du code de l'état civil stipule que :

« Une fois le délai légal écoulé, les agents de l'état civil et les autorités administratives en informent le procureur de la République, qui poursuit non seulement la personne tenue de faire la déclaration, mais aussi la vérification, dans le même processus, des éléments nécessaires à l'établissement du registre aux frais du responsable. Toute personne, même sans intérêt particulier pour l'inscription, peut

participer sur un pied d'égalité. Si personne ne peut être tenu pénalement responsable de l'absence de déclaration, le procédé ne servira qu'à enregistrer le fait d'état civil; dans ce cas, le ministère public ordonnera les démarches appropriées pour recueillir les informations nécessaires et demandera au tribunal du district, après les avoir obtenues, d'ordonner que l'enregistrement soit effectué officiellement. »

Le cadre juridique de l'**enregistrement des décès** en Angola est stipulé dans la Loi 47678 du Code de l'état civil (5 mai 1967). L'une ou l'autre des personnes suivantes est habilitée à enregistrer un décès :

- le chef de famille résidant dans la maison où le décès est survenu (sauf s'il est absent);
- le plus proche parent apte du défunt;
- des parents du défunt;
- l'administrateur, directeur ou gérant de l'établissement public ou privé où le décès est survenu;
- un ministre de tout culte présent au moment du décès ou qui a été appelé pour apporter une assistance religieuse au défunt;
- les autorités administratives ou policières, dans le cas où le cadavre a été abandonné; ou
- la personne ou entité chargée des funérailles.

Le délai accordé pour l'enregistrement du décès est de 48 heures.

Lors de l'inscription, aucun frais n'est payé, mais des pénalités sont appliquées en cas d'inscription tardive. Les déclarants sont tenus de faire établir une déclaration de décès, qui est délivrée sur présentation de l'acte de décès, gratuitement par le médecin selon le modèle fourni par la Direction générale de la santé, ou, en l'absence d'imprimé, sur du papier ordinaire sans timbre. Si aucun certificat n'est présenté, l'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration demande à l'autorité sanitaire locale de vérifier le certificat de décès.

Voici les principaux éléments de données recueillis lors de l'enregistrement des décès sont les suivants.

- **Décédé** : nom, sexe, date de naissance ou âge, lieu de résidence habituelle et état civil;
- **Décès** : date du décès, date d'enregistrement, lieu de l'événement, lieu d'enregistrement, cause du décès et cimetière;
- **Morts fœtales** : date de l'accouchement, date d'enregistrement, lieu de l'événement, lieu d'enregistrement, sexe du fœtus et durée de la grossesse (en mois ou en semaines).

Un certificat de décès est requis pour réclamer un héritage et pour surveiller les maladies transmissibles.

Une amende est prévue en cas de déclaration tardive. Le code civil stipule que :

« Lorsque le délai légal s'est écoulé sans que la déclaration de décès ait été faite, les agents de l'état civil et les autorités administratives doivent en informer le ministère public, qui favorisera non seulement les poursuites pénales à l'encontre de la personne tenue de fournir la déclaration, mais aussi la vérification, dans le même processus, des éléments nécessaires à l'établissement de l'acte aux frais de la personne responsable. Toutefois, si le décès a eu lieu il y a plus d'un an, la participation au tribunal n'aura pour but que de poursuivre la personne responsable de la transgression. Il reste cependant à vérifier s'il en est de même dans la pratique ».

Le cadre juridique de l'**enregistrement des mariages** en Angola est prévu par le Code du registre civil loi 47678 (5 mai 1967) et le Code de la famille loi n° 1/88 (20 février 1988).

L'âge légal du mariage est de 18 ans pour les deux sexes. Une dérogation prévoit que les garçons peuvent être autorisés à se marier à l'âge de 16 ans et les filles à l'âge de 15 ans, en fonction des

circonstances particulières et en tenant compte de l'intérêt des mineurs quant à savoir si le mariage est la meilleure solution (Code de la famille, article 24).

Le lieu d'enregistrement est la Direction nationale de l'enregistrement et des services notariaux, ministère de la Justice.

Les conditions requises pour l'enregistrement des mariages et des divorces sont les suivantes :

- **Pour le mariage de citoyens angolais** : acte de naissance, photocopie de la carte d'identité, et déclaration militaire (pour les citoyens masculins âgés de 35 ans ou plus);
- **Pour le mariage de citoyens étrangers** : acte de naissance, certificat de résidence, passeport ou photocopie authentifiée par l'office notarial, et certificat de capacité matrimoniale. Les documents délivrés par des institutions étrangères doivent passer par le consulat d'Angola du pays d'origine;
- **Pour le divorce** : actes de naissance du couple, certificat de résidence, et photocopie de la carte d'identité. Si le couple a des biens, il doit présenter la convention de partage des biens. S'ils ont des enfants mineurs, ils doivent présenter le certificat d'exercice parental délivré par le tribunal provincial de Luanda (salle des familles).

Les informations suivantes sont recueillies dans le registre des mariages :

- **Conjoints** : Date de naissance ou âge de la mariée, lieu de résidence habituelle de la mariée, date de naissance ou âge du marié, lieu de résidence habituelle du marié, et profession des époux;
- **Mariage** : Date de survenance, date d'enregistrement, lieu de survenance, lieu d'enregistrement.

Un certificat de mariage est utilisé comme preuve de mariage.

### Arrière de naissances non enregistrées

L'arrière estimé des naissances non enregistrées (toutes les naissances qui ne sont pas enregistrées après 1 an) ou l'arrière estimé des faits d'état civil est d'environ 7 millions d'actes de naissance, soit 23 pour cent de l'arrière estimé de la population enregistrée.

### Modèles de formulaires d'enregistrement

Les formulaires d'enregistrement sont traités

manuellement (sur papier). Certains bureaux d'enregistrement (comme dans la province de Luanda) saisissent les informations par voie électronique. Des modèles de formulaires d'enregistrement et de certificats sont disponibles sur le site Web de l'Angola de l'UNICEF.<sup>18</sup>

● [Formulaire d'enregistrement des naissances](#)

### Frais d'enregistrement

Les coûts de l'enregistrement des faits d'état civil et de la délivrance des certificats sont indiqués dans le tableau 2.

Tableau 2 : Frais d'enregistrement des faits d'état civil.

Fait d'état civil	Frais d'enregistrement	Coût de l'enregistrement (\$ US)	Remarques
Naissance	Non	Gratuit	
Mariage	Oui	7,82	
Divorce	Oui	55,74	
Décès	Oui	0,72	De (0) à (5) = Dispense de frais.

Tableau 3 : Frais liés à la délivrance de certificats d'état civil.

Fait d'état civil	Frais de délivrance de certificat	Coût de la certification (\$ US)	Remarques
Naissance	Non	5,87	Le premier certificat de naissance est fourni gratuitement
Mariage	Oui	7,41	
Divorce	Oui	5,87	
Décès	Oui	5,87	



## Système de statistiques de l'état civil

### Statistiques de l'état civil

L'Institut national de la statistique d'Angola est un service public dont l'objectif est d'assurer la production et la diffusion de statistiques officielles ainsi que la coordination technique et scientifique du système statistique national. L'objectif principal de l'institut est de contribuer à une prise de décision éclairée sur le développement durable du pays.

Pour créer des statistiques de l'état civil, les fonctionnaires de l'état civil sont chargés de remplir les registres statistiques démographiques pour

les naissances, les mariages, les décès et les mortinaissances peu après l'enregistrement.

Une fois les entrées signées et séparées par type, avec une note indiquant leur numéro, elles doivent être envoyées à l'Institut national de statistique.

Les inscriptions supplémentaires des naissances et des décès déclarés dans les bureaux de l'état civil sont complétées et envoyées au bureau de l'état civil avec les avis de déclaration.

L'enregistrement des faits d'état civil couvre tous les segments de la population et toutes les zones géographiques du pays. L'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil est présentée dans le tableau 4.

**Tableau 4 : Niveau actuel d'exhaustivité de l'enregistrement des faits d'état civil au pays.**

Fait d'état civil	Exhaustivité de l'enregistrement (%) <sup>19</sup>				Remarques
	2016	2017	2018	2019	
Naissance vivante	2,8	3,7	5	5	
Mariage	0,4	0,5	0,5	1,3	
Divorce	0,04	0,006	0,01	0,02	Calcul basé sur les procédures de divorce reçues
Décès	0,2	0,2	0,2	0,2	

### Causes de décès

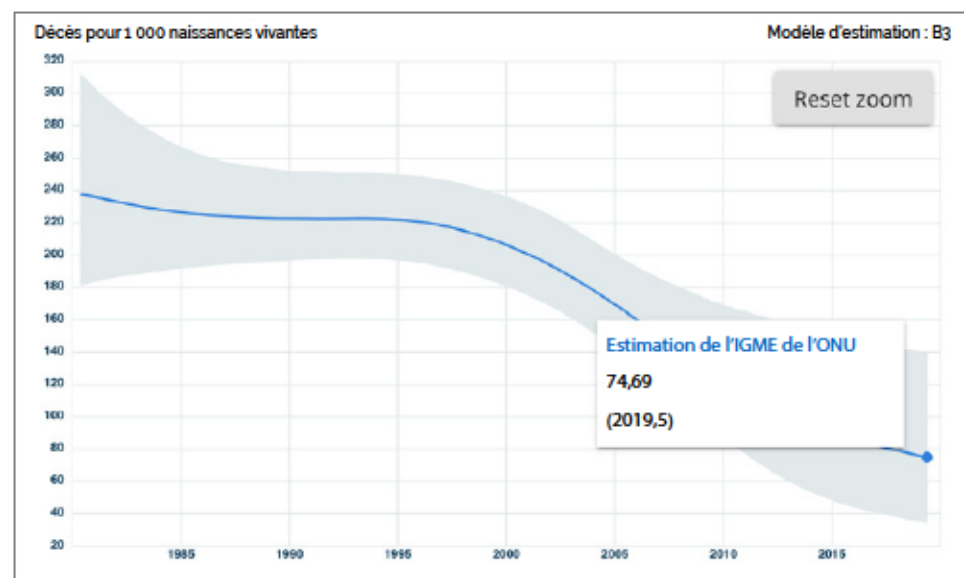
**Tableau 5 : Renseignements sur les causes de décès recueillis par l'intermédiaire du système d'enregistrement des faits d'état civil.**

Causes de décès	Les renseignements sur les causes de décès sont-ils recueillis par l'intermédiaire du système d'état civil?	Le formulaire international normalisé de certificat médical de cause de décès est-il utilisé pour enregistrer des décès?
Décès dans les établissements de santé	Oui	Oui
Décès naturels dans les collectivités	Oui	Oui
Décès non naturels dans les collectivités	Oui	Oui

Pour les décès non institutionnels, des outils ou des méthodes d'autopsie verbale sont utilisés si le défunt est amené à la morgue avant l'enterrement. Les informations sur la cause du décès sont recueillies et la cause du décès est codée selon la Classification internationale des maladies, version 10 (CIM-10).

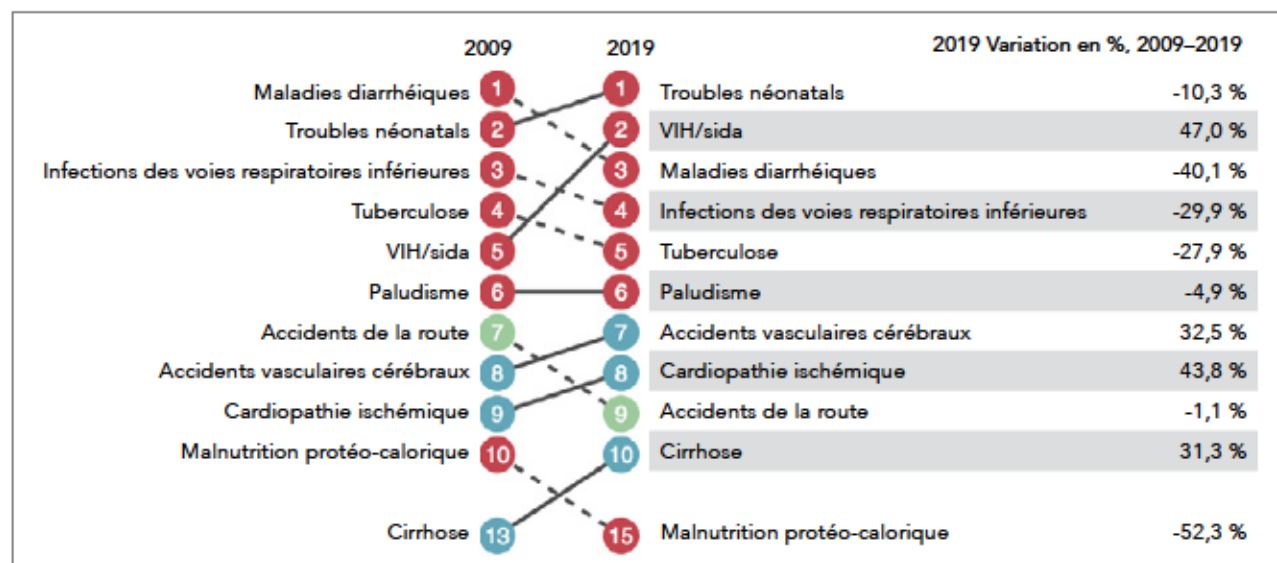
Le Groupe interagences des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile indique que les taux de mortalité des moins de 5 ans s'élèvent à 74,69 décès pour 1 000 en 2019 (figure 2).<sup>20</sup>

Figure 2 : Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.



Selon les données sanitaires, les principales causes de décès en Angola entre 2009 et 2019 sont les troubles néonataux, le VIH/sida et les maladies diarrhéiques (figure 3).<sup>21</sup>

Figure 3 : Causes de décès les plus fréquentes entre 2009 et 2019 en Angola.





## Numérisation

L'Angola dispose d'un système d'identification national fonctionnel; toutefois, il n'est pas lié au système d'enregistrement des faits d'état civil, qui est en cours de mise en œuvre.

Le décret-loi n° 224/20 du 31 août 2014 a fusionné la Direction nationale de l'identification civile et la Direction nationale des registres civils et notariaux.

Le résultat a conduit à la création de la Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires, qui fait partie du ministère de la Justice et des Droits de la personne. La direction nationale prévoit de fusionner les systèmes des deux directions précédentes.

## Informatisation

L'utilisation de l'ordinateur dans les systèmes ESEC est décrite dans le tableau 6.

Tableau 6 : Informatisation du système ESEC.

Emplacement	Les ordinateurs sont-ils utilisés pour enregistrer les faits d'état civil?	Remarques
Bureaux d'enregistrement locaux dans tout le pays	Oui	Dans les zones rurales, où l'accès est difficile, il n'existe pas d'infrastructure d'enregistrement des faits d'état civil. Les livres d'enregistrement et d'attribution des certificats personnels sont utilisés pour la numérisation ultérieure.
Centres urbains	Oui	
Établissements de santé	Oui	

### *Services d'enregistrement en ligne dans les établissements de santé*

Aucune information n'a été fournie.

### *Application de la technologie mobile*

Aucune information n'a été fournie.

### *Numéro d'identification unique*

Des actions pour la fonctionnalité d'un numéro d'identification unique sont en cours.

### *Numérisation des données historiques d'état civil*

Actuellement en cours.

### *Lien avec le système d'identification*

Étant donné que l'état civil donne accès au document d'identité, les personnes doivent avoir un acte de naissance pour accéder au document d'identité. Depuis 1999, la carte d'identité nationale

de l'Angola, le *bilhete de identidade*, est disponible pour 0,14 \$ US. La carte d'identité nationale est obligatoire lorsque le citoyen atteint l'âge de 10 ans et peut être obtenu dès l'âge de 6 ans.

L'Angola délivre des cartes d'identité numériques à ses citoyens depuis 2009. Ils sont calqués sur la carte verte de résident permanent des États-Unis et sont valables 10 ans. Le nouveau système d'identification a été conçu pour sauvegarder les données personnelles tout en stockant une quantité importante d'informations directement sur la carte, notamment deux empreintes biométriques du pouce et des images de l'iris, un certificat de naissance et des données démographiques. Les cartes permettent facilement aux inspecteurs d'établir une correspondance entre les individus et leurs données biométriques.

L'absence fréquente de connectivité a rendu nécessaire l'authentification hors ligne, ce qui a

conduit l'Angola à déployer des unités mobiles de saisie de données et d'émission de cartes. Les données de ces unités sont renvoyées au centre par transmission satellite sécurisée ou sont téléchargées par lots. Les unités mobiles permettent de recueillir et de valider les données personnelles d'un demandeur et de contrôler la qualité des images biométriques capturées. L'objectif est de garantir la fiabilité des vérifications d'identité futures.

La carte d'identité est dotée de solides attributs de sécurité visuelle, d'une gravure au laser et d'un codage des données sur le support de sécurité optique, ainsi que d'une technologie lisible par machine : code à barres, texte lisible par machine et support de sécurité optique.

Il a également une capacité suffisante pour toutes les informations démographiques et biométriques requises. Toutes les informations enregistrées sur la carte sont accessibles, et de nouvelles données biométriques ou personnelles peuvent être ajoutées par le personnel autorisé afin de prévenir l'obsolescence et la fraude.<sup>22</sup>

### ***Protection et confidentialité des données***

L'Angola régleme les questions de confidentialité et de protection des données en vertu de la *Loi sur la protection des données personnelles* (loi n° 22/11, 17 juin 2011), de la *Loi sur les communications électroniques et les services de la société de l'information* (loi n° 23/11, 20 juin 2011) et de la *Loi sur la protection des systèmes et réseaux d'information* (loi n° 7/17, 16 février 2017).<sup>23</sup>

La législation relative à la protection des données personnelles est la *Loi sur la protection des données personnelles*. L'Angola dispose d'une agence de protection des données depuis 2019. En 2014, l'Angola était en train d'introduire des amendements à la législation existante pour simplifier davantage les processus d'enregistrement des naissances et de délivrance de cartes d'identité nationales à tous ses citoyens.

## **Échange avec les autres secteurs et activités**

L'Angola est en train de construire une interface pour relier les bases de données de l'enregistrement des naissances et de l'identification, aux services du ministère de l'Intérieur pour la collecte des données dans le cadre de la délivrance des passeports. La base de données de l'Institut national de la sécurité sociale (INSS) pour la protection sociale et de celle du ministère des Finances pour l'identification fiscale et financière sont interconnectées.

## **Initiatives d'amélioration et soutien externe**

### **Plan d'amélioration et budget**

Il n'existe pas de plan stratégique pour la Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires. Le plan émergera avec la création et l'approbation du groupe de travail technique multisectoriel qui est en cours.

### ***Allocations et besoins budgétaires***

Aucune information n'a été fournie.

### ***Activités jugées hautement prioritaires***

Parmi les priorités à venir dans le cycle de planification du pays ou du Bureau de l'état civil, on peut citer :

- l'achèvement de l'informatisation de l'état civil sur l'ensemble du territoire national;
- l'achèvement de la numérisation des processus et des registres de naissance;
- l'achèvement de la base de données de l'état civil qui relie les services sociaux aux citoyens.

## Conclusion

La République d'Angola a fait de grands progrès dans l'amélioration de son système ESEC. Parmi les réalisations notables, citons :

- les campagnes de sensibilisation et la diffusion des avantages de l'enregistrement, notamment dans les zones rurales;
  - la dispense de frais pour accéder aux services d'enregistrement : par exemple, le premier certificat de naissance est délivré gratuitement;
  - l'utilisation de brochures, de bannières, de médias et de réseaux sociaux pour communiquer les processus et informer le public de l'endroit où se trouvent les bureaux d'état civil dans leur région;
  - la création de campagnes pour l'enregistrement des naissances et la délivrance de cartes d'identité;
  - la modification de la composition des départements chargés de l'enregistrement des naissances et de la délivrance des cartes d'identité, unifiés en un seul département, afin d'apporter une réponse rapide aux besoins des citoyens.
- La Direction nationale de l'identification, des registres et des notaires travaille en permanence à la recherche de solutions pour améliorer la prestation de services. Parmi les recommandations pour assurer une coordination plus efficace et efficiente entre les principales parties prenantes à l'échelle nationale, citons les exemples suivants :
- S'engager à respecter le calendrier et à réaliser les actions établies, qui constituent la feuille de route pour améliorer l'enregistrement des faits d'état civil en Angola;
  - Renforcer les mécanismes de coordination et de communication entre les institutions membres du groupe de travail technique sur l'enregistrement des faits d'état civil;
  - Faire pression pour que les plus hauts niveaux du gouvernement soient impliqués;
  - Encourager une plus grande action des organismes d'intervention en termes d'évaluation et de contrôle du respect des actions et des objectifs;
  - Des comptes rendus périodiques au niveau ministériel, y compris l'organisation d'une réunion mensuelle pour suivre les activités et prendre des décisions.

## Ressources

### Sites Web

Institut national des statistiques: [ine.gov.ao](http://ine.gov.ao)

Ministère de la Justice et des Droits de la personne : [servicos.minjurdh.gov.ao/outros-servicos-ao-cidadao/37/registo-civil](http://servicos.minjurdh.gov.ao/outros-servicos-ao-cidadao/37/registo-civil)

Organisation mondiale de la Santé (OMS), Angola : [who.int/countries/ago](http://who.int/countries/ago)

Portail du gouvernement de la République d'Angola : [governo.gov.ao/ao](http://governo.gov.ao/ao)

UNICEF Angola : [data.unicef.org/crvs/angola](http://data.unicef.org/crvs/angola)

### Documents supplémentaires

LexLink. 1967. *Décret-loi n° 47678, Code de l'enregistrement des faits d'état civil du 5 mai 1967.* [data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/codigo-do-registo-civil-decreto-lei-no-47-678-de-5-de-maio-de-1967\\_2017-04-06-11-50-48-185.pdf](http://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/codigo-do-registo-civil-decreto-lei-no-47-678-de-5-de-maio-de-1967_2017-04-06-11-50-48-185.pdf)

LexLink. 1988. *Loi n° 1/88 (20 février 1988) : Code de la famille.* [data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/codigo-da-familia-lei-no-188-de-20-de-fevereiro\\_2017-04-06-02-16-27-890.pdf](http://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/codigo-da-familia-lei-no-188-de-20-de-fevereiro_2017-04-06-02-16-27-890.pdf)

République d'Angola. 2015. *Loi sur la simplification des naissances.* [data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/Lei-Simplifica%C3%A7%C3%A3o-Registo-Nascimento.pdf](http://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/Lei-Simplifica%C3%A7%C3%A3o-Registo-Nascimento.pdf)



## Notes

- 1 Institut national des statistiques. 2021. Economics Statistics. [ine.gov.ao/inicio/estatisticas](http://ine.gov.ao/inicio/estatisticas)
- 2 UNICEF. s.d. Angola. UNICEF Data: Monitoring the situation of children and women. [data.unicef.org/country/ago](http://data.unicef.org/country/ago)
- 3 UNICEF Angola. [data.unicef.org/country/ago/](http://data.unicef.org/country/ago/)
- 4 Ibid.
- 5 DTC1 : Nouveau-nés survivants ayant reçu le premier vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTC).
- 6 Banque mondiale. s.d. Country profile: Angola. [databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report\\_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=AGO](http://databank.worldbank.org/views/reports/reportwidget.aspx?Report_Name=CountryProfile&Id=b450fd57&tbar=y&dd=y&inf=n&zm=n&country=AGO)
- 7 Statista. 2021. Angola: Birth rate from 2000 to 2018. [statista.com/statistics/976686/crude-birth-rate-in-angola](https://statista.com/statistics/976686/crude-birth-rate-in-angola)
- 8 Banque mondiale. s.d. Country profile: Angola.
- 9 Ibid.
- 10 Knoema. 2020. World Data Atlas. Angola – Crude death rate. [knoema.com/atlas/Angola/Death-rate#:~:text=Angola%20%2D%20Crude%20death%20rate&text=In%202020%2C%20death%20rate%20for,per%201%2C000%20people%20in%202020](https://knoema.com/atlas/Angola/Death-rate#:~:text=Angola%20%2D%20Crude%20death%20rate&text=In%202020%2C%20death%20rate%20for,per%201%2C000%20people%20in%202020)
- 11 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. 2020. Angola. Under-Five Mortality Rate – Total. [childmortality.org/data/Angola](http://childmortality.org/data/Angola)
- 12 Ibid.
- 13 UNICEF Angola. [data.unicef.org/country/ago/](http://data.unicef.org/country/ago/)
- 14 Ibid.
- 15 Gouvernement d'Angola, et al. 2014.
- 16 Ibid.
- 17 Gray, N. et Bedford, J. 2016. Birth registration in Angola: Formative research. Anthrologica. [anthrologica.com/project/birth-registration-angola/birth-registration-angola](http://anthrologica.com/project/birth-registration-angola/birth-registration-angola)
- 18 UNICEF Angola. [data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/birthRegFormAngola.pdf](http://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/12/birthRegFormAngola.pdf)
- 19 Par exhaustivité de lenregistrement des faits d'état civil, on entend le nombre réel dévénements démographiques enregistrés (naissances ou décès) divisé par le nombre estimé de ces événements (naissances ou décès). On parle denregistrement complet ou dexhaustivité à 100 pour cent lorsque tous les événements démographiques survenus dans la population dun pays donné (ou dune région) au cours dune période particulière ont été enregistrés dans le système.
- 20 Groupe interinstitutions des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile. 2020. Angola. Under-Five Mortality Rate – Total.
- 21 Institute for Health Metrics and Evaluation (IHME). n.d. Angola. [healthdata.org/angola](http://healthdata.org/angola)
- 22 Banque mondiale. 2017. The State of Identification Systems in Africa: Country Briefs. [openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28310](https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28310)
- 23 DLA Piper. 2021. Data Protection Laws of the World. [dlapiperdataprotection.com/index.html?t=law&c=AO](https://dlapiperdataprotection.com/index.html?t=law&c=AO)





LE CENTRE D'EXCELLENCE  
sur les systèmes ESEC

CENTRE OF EXCELLENCE  
for CRVS Systems

[www.systemesESEC.ca](http://www.systemesESEC.ca)



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada



**IDRC • CRDI**

International Development Research Centre  
Centre de recherches pour le développement international

Nous Soutenons le



MÉCANISME DE  
**FINANCEMENT**  
MONDIAL

Canada